

Intifada al-Quds en Palestine : Poursuivre le chemin de la libération

Intifada al-Quds en Palestine : Poursuivre le chemin de la libération

N°1 – Octobre 2015

Rim Al-Khatib

« Par la permission d'Allah, nous retournerons à Yafa, Haïfa, Akka, Safad... » (martyr Diya' Talahme, assassiné fin septembre 2015, dans la ville d'al-Khalil, lors d'une manifestation en solidarité avec les murabitun et murabitat dans al-Aqsa).

L'Intifada al-Quds, dont certains situent le déclenchement au premier octobre, est la poursuite, à plus grande échelle, et de manière plus intense, de la révolte quasi-permanente des Maqdissis, depuis plus d'un an, depuis l'assassinat de Mohammad Abu Khdayr plus précisément, au mois de juin 2014. Depuis cette date, la ville d'al-Quds est devenue le champ d'affrontement à tous les niveaux entre les Palestiniens Maqdissis et les forces coloniales. Dans les rues et ruelles de la vieille ville, dans les bourgs et quartiers d'al-Quds, les jeunes se sont opposés à la terreur sioniste, celle qui consiste à tuer, arrêter, blesser, asperger d'eaux usagés, à lancer les grenades à gaz asphyxiant, écraser, détruire les propriétés palestiniennes, réprimer toute expression indépendante et expulser. Mais l'arrogance sioniste n'ayant pas de limite, les dirigeants de l'entité coloniale ont voulu profiter de l'absence de l'intérêt arabe et musulman pour la Palestine, pour activer le plan de la judaïsation de la mosquée al-Aqsa. Tout au long des mois de 2014 et 2015, les occupants s'en sont pris à la présence musulmane dans la mosquée, en interdisant l'entrée des fidèles, en les soumettant à des contrôles humiliants, en arrêtant femmes et hommes aux portes ou à l'intérieur de la mosquée, quand ces derniers s'opposent aux profanations de la mosquée par les colons et officiels de l'entité, en émettant des dizaines

d'ordres d'éloignement de la mosquée al-Aqsa, ou d'al-Quds, à des Palestiniens venus des territoires occupés en 48 ou à des Maqdissis. Al-Quds et la mosquée al-Aqsa sont menacés par la judaïsation. Ce fut la cause directe de la généralisation de la révolte palestinienne contre l'occupation.

Revenir aux premiers moments de l'Intifada al-Quds peut aider à comprendre son déclenchement. Les scènes de violence perpétrée contre les Murabitat (femmes gardiennes de la mosquée al-Aqsa), alors que les juifs entraînent sous escorte sécuritaire, par centaines, dans la mosquée, prétendant qu'il s'agit de l'emplacement d'un temple juif, et le silence complice des dirigeants arabes et musulmans devant de tels actes provocateurs, ont poussé les Palestiniens à riposter comme il se doit : les opérations de poignard, la première menée le 3 octobre par le martyr Muhannad Halabi, membre de la Ligue estudiantine du Mouvement du Jihad islamique, immédiatement suivie par d'autres opérations semblables, les manifestations, jets de pierre et de cocktails molotov sur l'occupant dans les bourgs maqdissis, puis aux points de confrontation avec les forces armées de l'occupation en Cisjordanie, et notamment dans la ville d'al-Khalil et les camps palestiniens. Ce soulèvement dans al-Quds et quelques villes et villages de la Cisjordanie est accompagné par un soulèvement dans les territoires occupés en 48, principalement dans les villes et grands bourgs. Quelques jours après, les Palestiniens de la bande de Gaza affirment leur participation à l'Intifada en manifestant près la « zone sécurisée ». Les sionistes commettent un massacre en tirant : onze martyrs tombent.

Les causes de l'Intifada al-Quds sont multiples, et la défense de la mosquée al-Aqsa, comme lors de la seconde intifada en 2000, est le motif déclencheur. S'il faut établir un ordre dans l'énumération des causes, il faut placer en second lieu les horribles crimes commis par les colons, restés impunis malgré les protestations de quelques dirigeants sionistes, poussant la colère palestinienne à son comble. Puis la colonisation rampante, les barrages humiliants, les arrestations par centaines, les guerres contre Gaza et le blocus maintenu, malgré les victoires militaires de la résistance palestinienne. Les discours creux de l'Autorité palestinienne et de son chef ont confirmé la nécessité de se

prendre en main, et de ne rien attendre de la direction, d'autant plus que la division inter-palestinienne semble perdurer. Et pour clore, l'absence totale de la question palestinienne dans les discours prononcés à l'assemblée générale de l'ONU, le 29 septembre. Le fait de faire du 30 septembre « la journée du drapeau palestinien », saluée par l'Autorité palestinienne, est apparu comme une piètre mascarade qui ne répond en rien aux crimes de l'occupation coloniale.

Résistance palestinienne et répression :

Fin septembre, l'opération de la résistance palestinienne contre des colons de « Itamar » a prouvé qu'il était possible de mener des opérations armées en Cisjordanie, bravant la coordination sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et l'occupant. Bien que certains analystes essaient de la séparer des événements qui ont suivi, cette opération a signalé que la colère palestinienne est à son comble, surtout depuis l'immolation par les colons de la famille Dawabsheh, deux mois plus tôt. Mais c'est dans al-Quds occupée, dans les ruelles de la vieille ville, que l'opération de poignard menée par le martyr Muhannad Halabi, le 3 octobre, que le coup d'envoi est donné pour les futures opérations de poignard, malgré la vague répressive et meurtrière de l'occupation qui a suivi et qui se poursuit. Plus de 1200 Palestiniens sont arrêtés au cours de trois semaines d'Intifada, la plupart dans les villes d'al-Quds et d'al-Khalil. Selon les statistiques, 23% sont des enfants âgés entre 13 et 18 ans. Le nombre de blessés a dépassé les 2000, entre blessés graves et blessés légers, victimes des tirs à balle réelle, du gaz asphyxiant, et des brutalités de l'occupation. 64 martyrs sont tombés depuis le 3 octobre, dont 20 de la ville d'al-Khalil, 15 dans la ville d'al-Quds, 14 dans la bande de Gaza, où se rassemblent régulièrement des jeunes, en soutien à l'Intifada al-Quds, et parmi eux 14 enfants de moins de 18 ans. Le nombre élevé des martyrs est dû au fait que l'occupant a intentionnellement exécuté des Palestiniens, surtout des jeunes et des enfants, prétendant qu'ils avaient l'intention de poignarder des colons ou des soldats sionistes. Tout comme il a préféré exécuter les résistants qui ont effectivement poignardé ou écrasé des colons, plutôt que de les blesser et de les arrêter. En

procédant à leur exécution sur le terrain, les sionistes pensent d'une part pouvoir arrêter la révolte palestinienne, alors que le crime de l'exécution ne fait que raviver la colère et la détermination palestiniennes, et d'autre part, poursuivre leur politique d'extermination lente du peuple palestinien. Pour les sionistes, l'individu palestinien ne compte pas. Il faut mentionner que la tuerie exécutée sur les Palestiniens de Gaza, le 10 octobre, ressemble en tout point à celle exécutée en mai 2011 sur les réfugiés palestiniens, qui s'étaient regroupés aux frontières palestino-libanaises et dans le Golan, réclamant leur droit au retour en Palestine. Dans les deux cas, les dirigeants sionistes tirent dans la foule pour tuer. Ces tueries prouvent que les sionistes ont peur, même lorsque les Palestiniens avancent sans armes, vers les « frontières ». Juste le fait de marcher vers les « frontières » avec une possibilité de les franchir les rend hystériques.

Croyant pouvoir réprimer la colère des Palestiniens, les sionistes ont décidé de ne plus livrer les corps des martyrs aux familles, afin d'éviter les marches funèbres, qui sont souvent des manifestations contre l'occupant. Mais cette décision a suscité des manifestations réclamant les corps des martyrs.

L'hystérie bat son splein dans l'entité coloniale, avec 56 opérations de poignard exécutées par les résistants palestiniens, rien qu'au cours de ce mois d'octobre. Les opérations palestiniennes ont entraîné la mort de 11 sionistes, et blessé quelques centaines, parfois de manière indirecte, car elles ont entraîné une telle panique au sein des colons, vivant dans les territoires occupés en 1948 ou en 1967, que les sionistes se ruaient par les hublots des trains pour fuir des soit-disant menaces qu'ils voyaient partout. Ou alors, les sionistes se tiraient les uns sur les autres, pensant qu'il s'agissait d'« Arabes ». Cet état de panique généralisée au sein de la colonie a eu des répercussions sur l'économie de l'entité, notamment dans al-Quds, même dans sa partie occidentale. La presse sioniste a consacré des articles à ce propos, mettant en avant que ce sont les petits et moyens commerçants sionistes dans la ville d'al-Quds qui ont « souffert » le plus de l'Intifada al-Quds.

Martyrs palestiniens tombés depuis le 3 octobre : 1 – Muhannad

Halabi (al-Bireh), 19 ans ; 2 – Fadi Aloun (Al-Quds), 19 ans ; 3 – Amjad Jundi (Yata, Al-Khalil), 20 ans ; 4 – Thaer Abu Ghazale (Kfar Aqab, Al-Quds), 19 ans ; 5 – Abdel Rahman Ubaydullah (Camp Ayda, Bayt Laham), 11 ans (tombé le 5 octobre) ; 6 – Hudayfa Sulayman (Tulkarm), 18 ans ; 7 – Wissam Jamal (Camp She'fat, al-Quds), 20 ans ; 8 – Mohammad Jaabari (Khalil), 19 ans ; 9 – Ahmad Jamal Salah (Camp She'fat, al-Quds), 20 ans ; 10 – Ishâq Badran (Kfar Aqab, al-Quds), 16 ans (tombé le 10 octobre) ; 11 – Mohammad Sa'id Ali (Camp She'fat, al-Quds), 19 ans ; 12- Ibrahim Awad (Bayt Ummar), 28 ans ; 13 – Ahmad Sharaka (Camp al-Jalazon) 13 ans (assassiné le 11 octobre) ; Mustafa al-Khatib (Sour Baher, al-Quds), 17 ans (assassiné le 12 octobre) ; 15 – Hassan Manasra (Bayt Hanina, al-Quds), 15 ans ; 16 – Mohammad Shamasne (Qatana, al-Quds), 22 ans ; 17 Baha' Alaayn (Jabal Mukabber, al-Quds), 22 ans ; 18 – Alaa Abu Jamal (Jabal Mukabber, al-Quds), 33 ans ; 19 – Mu'tazz Zawahra (Bayt Laham), 27 ans ; 20 – Bassel Sard (al-Khalil), 20 ans ; 21 – Ahmad Sha'ban (al-Quds), 23 ans ; 22 – Riyadh Dar Youssof (Ramallah) 46 ans ; 3 – Fadi Darbi (Jénine, décédé en détention), 30 ans ; 24 – Ihab Hanini (Bayt Fourik, Nablus), 19 ans ; 25 – Iyad Awawdeh (al-Khalil), 26 ans ; 26 – Tareq Natché (al-Khalil), 17 ans ; 27 – Bayan Usayli (al-Khalil), 16 ans ; 28 – Fadl Qawasmeh (Al-Khalil), 18 ans ; 29 – Omar Faqih (Qatana, al-Quds), 23 ans ; 30 – Mu'tazz Uwaysat (Jabal Mukabber, al-Quds), 16 ans ; 31 – Muhannad Uqbi (Naqab), 21 ans ; 32 – Hoda Darwish (Issawiya, al-Quds), 65 ans ; 33 – Uday Musalma (al-Khalil), 24 ans ; 34 – Hamza Amleh (Bayt Ula, al-Khalil), 25 ans ; 35 – Hussam Jaabari (al-Khalil), 18 ans ; 36 – Bashar Jaabari (al-Khalil), 15 ans ; 37 – Mu'tazz Qassem (Izariya, al-Quds), vingtaine ; 38 – Hashim Hashim (al-Khalil), 54 ans ; 39 – Mahmoud Ghunaymat (Sourif), 20 ans ; 40 – Ahmad Kamil (Qabatya, Jénine), 17 ans ; 41 – Dania Irshid (Al-Khalil), 17 ans ; 42 – Saad al-Atrach (al-Khalil), 20 ans ; 43 – Raed Jaradat (Sa'ir, al-Khalil), 22 ans ; 44 – Iyad Jaradat (Sa'ir, al-Khalil), 19 ans.

45 – Shadi Hussam Dawla (Gaza), 20 ans ; 46 – Ahmad Herbawi (Shaja'iyah, Gaza), 20 ans ; 47 – Abd Wahidi (Shuja'iyah), 20 ans ; 48 – Mohamad Raqab (Gaza), 15 ans 49 – Adnan Abu Alayan (Khan Younes, Gaza), 22 ans ; 50 – Ziyad Sharaf (Gaza), 20 ans ; 51 – Jihad Ubayd (Dayr Balah, Gaza), 22 ans ; 52 –

Marwan Barbakh (Gaza), 13 ans (tombé le 10 octobre) ; 53 – Khalil Uthman (Gaza), 18 ans ; 54 – Nour Hassan (Gaza), 30 ans ; 55 – Rahaf Hassan (Gaza), 2 ans (bombardée le 11 octobre) ; 56 – Shawqi Ubayd (Bayt Hanoun) 37 ans ; 57 – Yahya Farhat (Shuja'iya, Gaza), 24 ans ; 58 – Mahmoud Hamida (Gaza), 22 ans ; 59 – Ahmad Sarhi (Gaza), 20 ans ; 60 – Yahya Karira (Gaza), 20 ans ; 61 – Khalil Abu Ubayd (Khan Younes), 25 ans. 62 – Izzidine Abu Shakhdam (al-Khalil) ; 63 – Shadi Qudsi (al-Khalil); 64 – Human Sa'id (al-Khalil), 22 ans

Déclarations : le refus de l'accord américano-jordanien-sioniste sur la mosquée al-Aqsa

Nombreux sont les responsables palestiniens qui ont riposté à l'accord conclu entre le sioniste Netanyahu, l'Américain Kerry et le régime jordanien, concernant la mosquée al-Aqsa. L'accord qui affirme revenir à la situation antérieure ne change rien en fait, puisqu'il autorise les sionistes et les étrangers à profaner la mosquée, et accorde aux sionistes le droit d'autoriser les fidèles palestiniens à entrer dans leur mosquée, s'ils montrent « patte blanche », c'est-à-dire s'ils prouvent qu'ils sont « paisibles », selon les critères sionistes. De plus, des caméras seraient installés tout autour de la mosquée, pour le contrôle des fidèles à l'intérieur de la mosquée. Dans cet accord, Netanyahu a effrontement menti, lorsqu'il a affirmé que les sionistes n'ont pas eu l'intention de modifier le statut de la mosquée al-Aqsa, ce qui est contredit par les manuels scolaires des sionistes où la mosquée al-Aqsa n'existe pas. Dans les déclarations de Netanyahu et de tous les sionistes, de gauche et de droite, , c'est toujours du « Mont du temple » qu'ils parlent, ne reconnaissant pas la présence de la mosquée al-Aqsa, ce qui confirme leur intention de la détruire.

Le Mouvement Islamique dans l'intérieur palestinien (occupé en 48) a commenté l'accord disant que « la « situation antérieure » que nous connaissons historiquement et que nous considérons comme étant une solution est l'entière souveraineté musulmane sur la mosquée al-Aqsa et la fin de l'occupation israélienne. » Le Mufti d'al-Quds, Mohammad Hussayn a pour sa part déclaré : « la mosquée al-Aqsa est une mosquée intégralement musulmane, et pour les musulmans seuls. Personne ne peut partager avec eux cette souveraineté et elle

ne peut être soumise à des entretiens ou consultations ». Il a ajouté : « al-Aqsa subit des agressions menées par différentes parties israéliennes, avec le soutien du gouvernement israélien et sa police. S'ils veulent s'éloigner de la mosquée et arrêter leurs agressions, qu'ils le fassent tous seuls, car nous ne participons pas à ce genre de rencontres (proposition sioniste d'organiser une réunion conjointe). Al-Aqsa n'est pas soumis à la discussion entre musulmans et juifs, ou pour toute sorte d'initiatives. C'est une mosquée intégralement musulmane, aux Arabes et musulmans seuls, et les Juifs n'y ont aucun droit. »

Le président du « Conseil Islamique », sheikh Ikrima Sabri, a affirmé que le fait d'accepter d'installer des caméras de surveillance « israéliennes » dans la mosquée al-Aqsa et ses places, sous l'égide des Awqaf islamiques et les autorités de l'occupation, signifie accepter de collaborer avec l'occupation pour la gestion de la mosquée et des lieux saints dans al-Quds occupée, ce qui est très grave ». Il a poursuivi que les Palestiniens ne le permettront pas.

L'Autorité palestinienne, par la voix de son ministre des Affaires Extérieures, a déclaré que les caméras qui seraient installés sont prévues pour contrôler les Palestiniens. Cette déclaration a suscité la colère des responsables jordaniens qui expliquent que les caméras sont conçues pour documenter sur les agressions sionistes, et qu'elles ne sont pas sous surveillance de l'entité coloniale, mais que « des équipes jordaniennes et israéliennes se mettront d'accord » sur la question, pour faire « régner le calme dans la mosquée ».

Le mouvement du Hamas a déclaré à ce propos qu'il est « nécessaire de confirmer l'état historique de la mosquée al-Aqsa, comme cela était avant l'occupation par l'entité israélienne de la mosquée et de la ville d'al-Quds, avant 1967, car il s'agit d'un lieu intégralement et exclusivement musulman, et le département des Awqaf d'al-Quds est responsable de sa gestion, cela d'un point de vue juridique, légal et historique. »

Concernant la visite de Ban Ki Mon, en Palestine occupée, pour rencontrer les dirigeants sionistes et les Palestiniens, le député du mouvement Hamas, Isma'il al-Achkar a déclaré le 20/10 : « A mon avis, la visite du secrétaire général de l'ONU à l'entité sioniste vise à se rassurer sur la capacité de

l'entité à supporter la révolution des poignards et l'intifada menée par les jeunes de notre peuple palestinien ». Il a dénoncé cette visite comme servant à propager les mensonges de l'occupation et à faire pression sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle arrête l'Intifada al-Quds. Cette position est partagée par l'ensemble de la classe politique et des mouvements de la résistance palestinienne, qui ont dénoncé la visite de Ban Ki Mon en affirmant que ce dernier cherche avant tout à arrêter l'Intifada, pour assurer les intérêts de l'occupation.

Analyses :

Dans un article paru le 27 octobre intitulé « Une fois encore, à propos des objectifs de la lutte palestinienne » Munir Shafiq, penseur arabo-palestinien, revient sur les objectifs de la révolution palestinienne et ses stratégies. Il affirme que le fait d'avoir introduit comme objectif la création d'un Etat palestinien est au centre de la crise vécue par le mouvement national palestinien. Car cette revendication a entraîné les concessions, d'autant plus qu'il s'agissait d'un Etat qui n'a pas sa base, la terre, qui est occupée. Cette revendication a été placée à la tête de toutes les autres, comme si le but était de fonder un Etat, et non de libérer la Palestine occupée. Pour l'auteur, les objectifs actuels sont clairs et ne réclament pas de longs débats : chasser l'occupant des territoires occupés en juin 1967, démanteler les colonies, libérer les prisonniers. Pour ce faire, la lutte palestinienne doit inclure la lutte armée, la résistance et les luttes populaires.

Dans un article paru le 21 octobre, l'ancien responsable au Fateh, Mu'in Taher, défend l'idée que la résistance armée n'est pas la « militarisation » de l'Intifada. En effet, depuis le début du déclenchement de l'Intifada, certains intellectuels proches de l'Autorité palestinienne et de la gauche palestinienne ont mis en garde contre la « militarisation » de l'Intifada, considérant que cette militarisation nuira au mouvement populaire, mais ces intellectuels craignaient en fait l'utilisation des armes dans la lutte actuelle. Mu'in Taher répond en montrant la différence entre la résistance armée et la « militarisation », la première étant légitime et doit être présente aux côtés des

luttons populaires, alors que la « militarisation » n'a pas lieu d'être, puisque c'est un phénomène maladif qui s'est plutôt retourné contre le peuple, l'apparition publique en armes ne signifie pas mener la résistance. La résistance armée peut et doit être le soutien de la lutte populaire, qui peut prendre des formes très différentes, comme organiser les comités de surveillance pour protéger les villages, couper les routes, boycotter les produits sionistes, arrêter de travailler dans les marchés sionistes, arrêter de payer les impôts, dénoncer ceux qui collaborent avec l'ennemi, etc... La résistance armée ne doit pas s'isoler des masses en lutte, sinon elle est vite encerclée par l'ennemi. C'est le peuple qui protège la résistance.

Dans un article daté du 28 octobre, intitulé « Kerry et la légalisation de la profanation d'al-Aqsa », le professeur Abdel Sattar Qassem dénonce le plan Kerry concernant la mosquée al-Aqsa, affirmant d'abord que les Etats-Unis sont des alliés de l'occupation et ne peuvent jouer le rôle de médiateur dans ce conflit. Pour lui, Kerry a légalisé la présence et profanation par les non-musulmans de la mosquée al-Aqsa, alors que les Nations-Unies avaient jusque là voulu maintenir un statu-quo. Mais les Etats-Unis sont allés contre ce statu quo en proposant que les juifs aient « droit de visite » dans la mosquée. Ce droit, seuls les Palestiniens sont autorisés à l'accorder à qui bon leur semble, et nul autre. En fait, la proposition de Kerry légalise, pour la première fois, au niveau international, le « droit » des Juifs à se trouver dans la mosquée al-Aqsa et d'autres lieux saints en Palestine. L'auteur compare la proposition de Kerry à la promesse Balfour, qui a d'abord proposé un « foyer », puis il y a eu le partage entre « Juifs et Arabes », puis toute la Palestine est sous occupation sioniste à présent. Il peut être de même pour la mosquée al-Aqsa, qui de « exclusivement musulmane », passe à un « droit de visite », puis devient « juive et musulmane » pour finir « juive ».

Dans la presse sioniste :

La décision de Netanyahu de supprimer le droit de séjour aux Palestiniens de certains quartiers de la ville occupée suscite des remous dans la presse sioniste, notamment libérale comme Haaretz, tout comme l'ordre de bloquer certains quartiers

(Jabal Mukabber, Issawiya) par des murs ou des blocs en béton. Cette dernière mesure est considérée comme allant à contre-courant de la déclaration de l'unification de la ville d'al-Quds. Pour certains analystes, al-Quds n'a jamais été unifiée (Est et Ouest), car les différences sont très vives entre les deux parties, non seulement par la population, mais aussi par les services fournis par la municipalité, la partie orientale d'al-Quds, occupée en 1967, reste très en-deçà de l'égalité avec la partie occidentale. Si la presse sioniste rapporte généralement les opérations de poignard ou les prétendues opérations, justifiant les assassinats et les exécutions, elle souligne par ailleurs l'état de panique dans la société coloniale. La presse libérale essaie cependant de mettre en garde contre la répression des « Arabes israéliens » (les Palestiniens de 48), en les empêchant de s'exprimer « dans les limites fixées par les lois » sionistes, et de leurs députés, car une forte répression entraînera des dommages dans la « société israélienne ».